

Droit de réponse à "L'Obs", par Julia Kristeva



La célèbre philosophe et psychanalyste dément formellement avoir joué les agents secrets pour la Bulgarie communiste au début des années 1970.

Par **Julia Kristeva**

Publié le 11 avril 2018 à 12h56

« **L'Obs** » a fait le choix de publier un long article intitulé «Julia Kristeva ex-agent du KGB bulgare» qui est consacré à me prêter le rôle romanesque d'agent de renseignement des services secrets bulgares entre 1970 et 1973. A l'appui d'une telle mise en cause, la divulgation d'un rapport provenant

d'«archives» de la police bulgare, qui mentionneraient ma participation à des activités de renseignements sous le pseudonyme fantaisiste de «Sabina».

J'ai déjà démenti publiquement le contenu de ces rapports et ces informations imaginaires. L'article que vous publiez me contraint à le faire à nouveau: *je maintiens n'avoir jamais d'une quelconque façon participé à de telles activités* dont la révélation soudaine et tardive est préjudiciable à la compréhension et à la diffusion de mes recherches dans les champs de la psychanalyse, de la linguistique, de la philosophie et du questionnement politique du totalitarisme, notamment dans mon analyse de l'œuvre de Hannah Arendt. De telles assertions portent atteinte au crédit de mes travaux et sur le plan personnel, je le redis, elles réveillent de vieilles blessures.

J'ai quitté la Bulgarie grâce à une bourse du gouvernement français, dans des conditions difficiles, en y laissant ma famille, et avec la conscience que les prises de positions que j'adopterais de l'autre côté du rideau de fer exposeraient ma famille et notamment mon père aux aléas d'un régime totalitaire.

Cette histoire est ancienne, mais il m'est aujourd'hui très pénible de constater que les pratiques douteuses des polices secrètes au service de ces régimes demeurent redoutablement actives et toxiques. Le discrédit que le jugement de l'Histoire a infligé à ces régimes révolus n'a pas frappé, semble-t-il, la signataire de votre article. Le fichage de personnes à leur insu, le fait de leur attribuer des propos, des rôles et des fonctions sans recueillir leur accord, et de monter des dossiers sur leurs prétendues activités sont des méthodes désormais connues, mais pas assez connues.

Des chercheurs et des journalistes, dans les anciens pays communistes eux-mêmes, protestent aujourd'hui vigoureusement contre ces falsifications et leur utilisation par des commissions tendancieuses. J'aurais aimé trouver

dans l'article consacré à ces «archives» une trace de ce discernement critique, au lieu de la crédulité et de la fascination à l'égard de ces débris du passé.

Il suffit de lire les phrases invraisemblables que le dossier me prête, en discours indirect, sur Aragon et le surréalisme, sur le «Printemps de Prague», ou sur les «les actions d'aide propalestinienne» mises en échec par «la propagande française entre les mains d'organisations sionistes», par exemple, au regard de mes écrits et positions publiques bien connues sur ces sujets, à l'époque comme actuellement ; et, *last but not least*, la reprise intégrale (20 pages traduites en bulgare!) de mon entretien avec Jean-Paul Enthoven sur les «dissidents» dans le numéro du «Nouvel Observateur» n°658, 20-26 juin 1974, qui fait de moi une *personne sous surveillance* plutôt qu'une «agente» - pour constater que cette manipulation est tissée de ragots rapportés et de pseudo-sources médiatiques surinterprétées, sans aucune valeur probatoire dans cette farce pénible.

Plus encore, le crédit que l'article qui m'est consacré accorde à des informations archivées dans un bâtiment stalinien, participe – et je m'en effraye – à la perpétuation sans complexe de ces méthodes totalitaires. Comme j'aurais aimé que la découverte de ces archives soit une occasion pour un hebdomadaire comme le vôtre de vous émouvoir de telles entreprises indignes ! Au lieu de cela, je lis une forme irréfléchie de justification de ces pratiques par leur publication naïve et complaisante.

Ces « archives » sont des fossiles idéologiques désavoués et combattus par les démocraties: pourquoi y accorder aujourd'hui une telle foi aveugle? Comment ne pas prendre le recul qu'imposent encore une fois de telles méthodes, et en tirer les enseignements pour le présent et le futur? Il faut comme toujours se poser la question: à qui cela profite-t-il?

Julia Kristeva

Lundi 9 avril 2018